

L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme

Par **Georges Mink**

Georges Mink, président de l'International Council for Central and East European Studies (ICCEES), est directeur de recherche émérite à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP-CNRS). Il a notamment publié *La Pologne au cœur de l'Europe. De 1914 à nos jours*, Paris, Buchet Chastel, 2015¹.

En 2010, le virage autoritaire de la Hongrie a pu être perçu comme une parenthèse qui allait se refermer rapidement. En réalité, le modèle de « démocratie illibérale » instauré par Viktor Orban a fait des émules. Le Polonais Jaroslav Kaczynski s'en inspire ouvertement. Il estime qu'en deux mandats, il pourra faire table rase de la III^e République et ancrer son nouveau modèle. Face à ce tournant autoritaire, les sociétés civiles tentent de se mobiliser.

politique étrangère

Personne ne se souvient de la phrase prophétique de Bronislaw Geremek en 1990 : « La voie de la liberté est ouverte, celle de la démocratie reste incertaine². » À l'époque, on pardonnait le pessimisme chronique du professeur éprouvé par l'expérience traumatique de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui dominait alors était l'idée que la marche vers la démocratie était aussi sûre que naturelle. Tout comme l'insertion dans les institutions garantissant la paix et la prospérité en Europe : l'OTAN et la CEE.

Les transitologues s'appliquaient à mesurer la consolidation – Adam Przeworski définissait le régime démocratique « consolidé » par la répétition des alternances entre élites et partis opposés. La démocratie consolidée s'imposait quand elle était « the only game in town ». Les élites de consolidation devaient routiniser, pour que ses mécanismes deviennent des réflexes inconditionnels pour résoudre les conflits publics. Le 1^{er} mai 2004 a clos symboliquement cette longue marche.

1. L'analyse et les conclusions de cette étude n'engagent en rien les institutions auxquelles l'auteur est affilié.
2. Cité par G. Mink, « L'Europe de l'Est : la transition », *Problèmes Politiques et Sociaux*, La Documentation Française, n° 636, 6 juillet 1990, p. 2.

Voix et mouvements europhobes et/ou antidémocratiques ne se sont certes pas éteints puisque les embryons de l'extrême droite ou droite anti-européenne ont persisté dans toute l'Europe centrale ; certains, après des succès électoraux, participant à des coalitions au pouvoir comme le parti national slovaque (SNS) de Jan Slota en Slovaquie ou la Ligue des Familles polonaises de Roman Giertych.

Les pays de Visegrad semblaient pourtant tracer leur chemin, certains même avec des succès forçant l'admiration à Bruxelles. Ce fut le cas de la Pologne, qui a traversé la crise de 2008-2009 sans récession, quasi seule en Europe. Avec une présidence de l'UE réussie, une politique étrangère proactive, elle passait en première ligue des pays européens. Ces succès ont été par deux fois couronnés par l'UE : la première fois quand Jerzy Buzek fut élu président du Parlement européen, puis avec la désignation de Donald Tusk au poste le plus prestigieux depuis le traité de Lisbonne, celui de président du Conseil européen.

Le virage autoritaire de la Hongrie en 2010 est apparu comme une première faille, estimée alors accidentelle et gérable par pressions, condamnations ou suspensions en droit européen. Elle s'est confirmée par la victoire du parti Fidesz en 2014. On s'interroge sur le populisme est-européen depuis le début de la transition vers la démocratie, mais c'est avec la Hongrie de Viktor Orban que le concept de régime démocratique illibéral s'impose³. Le concept de populisme fait une carrière exceptionnelle, académique et journalistique. On lui reproche cependant sa polysémie : il désigne des phénomènes très différents. Le concept de régime démocratique illibéral n'a pas tout de suite été appliqué aux pays postcommunistes qui paraissaient échapper aux ambiguïtés d'une Russie ou d'une Turquie. Certains de ces pays ont basculé dans cette catégorie en faisant élire démocratiquement des leaders autoritaires dont la gouvernance tend au monopole du pouvoir par la neutralisation de certaines institutions (notamment les tribunaux constitutionnels). Tous les instruments de la gouvernance sont ainsi concentrés par ces leaders « illibéraux » pour la réalisation de leurs projets et leur garantir la durée. La soumission des médias publics, l'imposition d'une seule et unique narration historique réinterprétant le passé au bénéfice des nouveaux gouvernants, le

3. Par exemple les ouvrages collectifs comme *Populizm a demokracja* [Populisme et démocratie], (dir. Radoslaw Markowski), ISP-PAN, Varsovie, 2004 et *Populizm w Europie, Defekt i przejaw demokracji ?* (Populisme en Europe, défaut et manifestation de la démocratie), (dir. Jean-Michel de Waele et Anna Paczesniak), Oficyna Naukowa, Varsovie, 2010. Le concept de « démocratie illibérale » est revendiqué par ses acteurs, comme Viktor Orban, et théorisé par Fareed Zakaria dans « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 1997, mais à l'époque englobant comme exemples la Chine ou la Russie, donnant a contrario l'exemple des pays de l'Europe centrale comme des démocraties consolidées.

bouleversement des priorités en matière de politique étrangère, le remodelage de la loi électorale mais aussi la refonte de la Constitution, surtout lorsque les gouvernants disposent d'une majorité constitutionnelle, voilà la panoplie des politiques « illibérales ». Tout ceci au nom de l'axiome mettant au-dessus du contrôle constitutionnel la volonté dite du « Souverain ».

Les inclinaisons pro-russes et la réanimation du Quadrilatère de Visegrad

Le Triangle de Visegrad (Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie) naît le 15 février 1991 et devient quadrilatère en janvier 1993 (V4). Longtemps, ses leaders ont évité toute institutionnalisation, se contentant à partir de 1994 d'un Accord de libre-échange centre-européen (CEFTA), pour créer finalement une structure légère de coordination politique et un Fonds International (en 2000). Le rôle du V4 a été important pour l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, mais sa raison d'être est toujours mise à l'épreuve des intérêts contradictoires de ses membres. En 2002, Viktor Orban attaque la Slovaquie et la République tchèque pour la non-annulation des décrets Bénès, en vertu desquels les Hongrois ont été expulsés de la Slovaquie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale...

Le 1^{er} mai 2004, le V4 fête l'entrée dans l'UE. La raison centrale de la coopération – l'adhésion – disparaît ; ses activités se limitent alors à des concertations ministérielles avant les réunions à Bruxelles, à des activités académiques et culturelles. Le 20^e anniversaire en 2011 ne revêt aucun éclat particulier.

La crise migratoire actuelle crée un réflexe de peur, alimenté par les propos dramatiques de leaders politiques en campagne, et provoque la convergence des pays du Quadrilatère de Visegrad dans le rejet d'une politique communautaire de solidarité. Et pourtant, cette unité ne va pas de soi. Un mois à peine après l'annexion de la Crimée par Moscou, Milos Zeman, président de la République tchèque, déclare que la péninsule ne reviendra jamais à l'Ukraine. Six mois plus tard, avec sa désinvolture coutumière, il compare la guerre à l'est de l'Ukraine, et le tir des séparatistes sur un avion civil transportant 298 passagers, à une simple poussée de fièvre. M. Zeman s'est distingué par une présence ostentatoire à Moscou, en mai 2015, aux cérémonies de commémoration du 70^e anniversaire de la victoire sur les Nazis, malgré les sanctions décrétées par l'UE. Il a aussi participé à la réunion des « amis de la Russie » à Rhodes, organisée par Vladimir Jakounine, proche collaborateur de V. Poutine, placé sur la liste noire de l'UE et des États-Unis. C'est là que le président tchèque a parlé d'une Ukraine en déclin, et

s'est prononcé contre les sanctions. De même, Viktor Orban a provoqué à Varsovie, lors de sa visite officielle en février 2015, un incident diplomatique sur le conflit russo-ukrainien, la Hongrie plaidant aussi pour la fin des sanctions imposées par l'UE. Il n'est pas sûr que la Pologne de 2016, gouvernée par un Parti Droit et Justice (PiS) fasciné par la Hongrie, soit rassurée par la politique étrangère de Viktor Orban vis-à-vis de la Russie, de la Chine ou de la Turquie. On rappellera que ce dernier a profité de l'instabilité ukrainienne pour revendiquer l'autonomie pour la minorité hongroise d'Ukraine subcarpathique.

La dépendance de la Hongrie vis-à-vis de Moscou

Le 17 février 2016, la rencontre entre Vladimir Poutine et Viktor Orban a clairement marqué la dépendance de la Hongrie vis-à-vis de Moscou. Poutine a rappelé pendant sa conférence de presse que 75 % des livraisons du pétrole et 65 % des livraisons du gaz en Hongrie provenaient de Russie, V. Orban confirmant que ces livraisons sont vitales pour son pays. Par ailleurs, la Hongrie avait signé, avant l'invasion de la Crimée, un contrat pour un crédit russe de 10 milliards d'euros, qui aurait dû servir à la construction de deux nouvelles unités de la centrale nucléaire de Paks – si l'UE ne s'y était opposée. La Hongrie, en compensation, a acheté du matériel militaire russe.

Pour les politiciens du PiS, qui tiennent plus que tout au modèle hongrois, cette dépendance n'affecte pas l'entente naissante entre les deux gouvernements conservateurs. Ils se réfèrent, comme pour se rassurer, au soutien d'Orban à la demande adressée aux Américains et à l'OTAN par les pays Baltes et d'Europe centrale de renforcer soldats et équipements de l'Alliance Atlantique sur le flanc est, face à la Russie.

L'unanimité des pays d'Europe centrale, qui militent pour refuser tout accueil des réfugiés imposés par les « technocrates » de Bruxelles, se double de la contre-proposition de financer les conditions d'un retour à la normale dans les pays de départ. L'ultimatum de la Commission annonçant qu'à chaque réfugié refusé par un pays membre de l'UE correspondrait une pénalité de 250 000 euros, est reçu avec ironie par le ministre polonais des Affaires étrangères Witold Waszczykowski, qui le compare à un « poisson d'avril ». En général, les pays de Visegrad soulignent que ce diktat ne peut que renforcer l'eurosepticisme de leurs citoyens.

Il est intéressant d'observer qu'avant la victoire électorale du PiS, le Premier ministre polonais Ewa Kopacz avait rompu l'unanimité en s'engageant à accueillir, selon le système des quotas, 7 000 réfugiés. Le

ministre tchèque des Affaires étrangères Milan Chovanec réagissait aussitôt, déclarant : « La Pologne s'est auto-exclue du groupe de Visegrad. » Le président tchèque lui emboîtait le pas. Depuis l'élection du président Andrzej Duda et la formation du gouvernement PiS, les pays de Visegrad parlent à nouveau d'une seule voix.

Viktor Orban, propagateur de «l'illibéralisme»

En 2016, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Croatie sont gouvernées par des leaders souverainistes flirtant parfois avec les extrêmes droites anti-systèmes, avec récupération d'éléments de leur idéologie, ou recherche d'alliances dans des coalitions.

Dans un dossier du *Monde*, Viktor Orban est présenté comme «l'architecte de la démocratie non libérale en Europe». Orban prendrait son bâton de pèlerin pour «effectuer une tournée en Europe, dans le but de prêcher sa vision de l'avenir et de se poser en alternative à la chancellerie allemande, Angela Merkel, et à sa gestion de la crise des réfugiés»⁴. Le leader hongrois cherche sans doute d'abord à sortir son pays d'un relatif isolement, en démontrant que sa politique peut séduire d'autres pays de l'Union. Certains analystes pensent que l'expérience est contagieuse et qu'il pourrait y avoir une convergence entre les pays postcommunistes d'Europe centrale et l'Autriche. Cette thèse serait d'autant plus crédible qu'avec la victoire d'Andrzej Duda, suivie d'une victoire aux législatives fin 2015, les vainqueurs, Kaczynski en tête, proclament leur volonté de suivre le modèle hongrois. Peu après ces élections (6 janvier 2016), Jaroslaw Kaczynski rencontrait Viktor Orban. Ni le président polonais ni le Premier ministre n'accompagnaient le chef du PiS. Il s'agissait de coordonner les politiques des deux pays, notamment en matière migratoire, pour contrer l'appel de la Commission européenne à une répartition solidaire, par quotas, des flux des réfugiés. Après cette rencontre, Viktor Orban a promis d'user de son droit de veto à l'UE face à toute tentative de punir la Pologne par des sanctions.

Comment des leaders comme Orban et Kaczynski ont-ils pu émerger ?

La situation polonaise de 2016 n'a rien à voir avec celle de la Hongrie en 2010. Orban a conquis le pouvoir dans un contexte de crise économique, face à une opposition discréditée et fragmentée, quand Kaczynski a, au

4. A. Salles, «Hongrie : Viktor Orban, architecte de la démocratie non libérale en Europe», *Le Monde*, 6 mai 2016, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

contraire, exploité une situation économique florissante pour pointer la faiblesse des libéraux polonais au pouvoir, devenus, au fil de deux mandats, insensibles à la nécessité de redistribuer les fruits de la croissance à ceux qui étaient les perdants de l'essor économique.

Certes, les deux leaders ont misé sur une narration historique nationaliste pour mobiliser un électorat patriote. La question des millions de Hongrois séparés de leur patrie après la Première Guerre mondiale est vécue par les Hongrois comme une injuste spoliation : cette cause mémorielle avait un potentiel de mobilisation bien plus grand que celle du PiS. Cette dernière mettait en cause un récit critique de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale qui rompait avec la présentation exclusive des Polonais comme des héros et des martyrs, en rappelant qu'un certain nombre d'entre eux avaient été des bourreaux ou des délinquants pendant la guerre. Mais l'argument du rétablissement d'une «digne représentation» de l'histoire des Polonais, proposé par J. Kaczynski, ne convainc qu'une partie de l'électorat.

C'est en réalité sur la peur de l'étranger, sa stigmatisation comme responsable des malheurs du peuple ou menace à l'unité nationale et au bien-être des citoyens, que les politiciens radicaux de l'Europe centrale bâtissent leur révolution conservatrice. En 2010, dans la tourmente de la crise économique, la question des Roms hongrois est instrumentalisée par le parti Fidesz d'Orban. En 2016, c'est le spectre de l'invasion par les réfugiés fuyant les théâtres de guerre, en majorité musulmans, qui offrira un atout électoral majeur au PiS.

Le système Orban

Après la victoire de 2010, le Fidesz, qui a été déjà majoritaire une fois et a perdu aux élections suivantes (en 2002), suit le rythme des changements imposé par son leader. Il faut agir vite : en deux ans Viktor Orban neutralise la Cour constitutionnelle, purge l'administration et les tribunaux, édicte une nouvelle loi syndicale limitant le droit de grève, promulgue une nouvelle loi sur les médias. Ces changements provoquent une mobilisation de rue et une résistance au Parlement. Les sondages indiquent que ces changements n'étaient pas toujours populaires. Le parti regagne pourtant les élections en 2014 grâce à une loi électorale faite sur mesure pour amplifier ses chances de victoire. Et non sans aide significative des médias privés et publics entièrement à sa dévotion. Un léger mieux économique a aussi contribué au succès, ratifiant des recettes basées sur le patriotisme économique. Certains analystes décrivent aussi une

opposition faible et fragmentée, partiellement tributaire de la déconsidération née du dernier gouvernement socialiste : d'où ses échecs aux législatives de 2014, aux européennes de 2014, aux élections locales à l'automne de la même année. Pendant les quatre années qui séparent ses deux victoires, Orban a aussi réussi à constituer une nouvelle « nomenklatura » de parti, monopolisant les postes névralgiques, et dévouée corps et âme à son chef. Son électorat stable s'élèverait à 1,5 million de Hongrois, face à une opposition écartelée entre bloc des gauches et écologistes d'un côté, et Jobbik, formation d'extrême droite, de l'autre⁵.

Orban a réussi à constituer une nouvelle « nomenklatura »

Contrairement à un stéréotype tenace qui veut que le conservatisme se niche dans un électorat peu éduqué, la base de soutien à Orban est constituée de couches urbaines qui ont souvent profité des purges de l'administration pour occuper des postes dans la fonction publique. De tendance nationaliste et anticommuniste, ces couches sont plutôt bien instruites. Il est courant aussi que l'entreprenariat pense bénéficier de sa proximité du leader, en se plaçant dans le rayon d'influence de son idéologie. L'opposition a peu de moyens, et les fondations sont souvent empêchées de pourvoir aux besoins des ONG. Les partis ont du mal à constituer un front commun. Surtout, Viktor Orban a perfectionné au fil des années son discours, atteignant une sorte d'hégémonie idéologique. Le message dominant à l'adresse des Hongrois est qu'ils doivent se voir comme victimes des accords de Trianon, du nazisme puis du stalinisme – et notamment de l'écrasement sanglant du soulèvement de 1956. Enfin, les Hongrois auraient été victimes des trahisons de l'Ouest. La pointe d'une telle narration met au centre Viktor Orban comme sauveur de la nation, permettant aux Hongrois de retrouver leur patrie, leur dignité et une stabilité de vie. L'opposition est stigmatisée comme ayant été historiquement du côté des bourreaux, ou complice des trahisons occidentales.

Cela n'empêche pas des mouvements sociaux ponctuels, comme en 2014, lorsque des manifestations contre une taxe exceptionnelle sur les usages de l'Internet ou en 2016 le mouvement des enseignants et des parents d'élèves contre la suppression de l'autonomie pédagogique et des écoles, ont contraint Orban à reculer. Ce qui caractérise Orban, c'est une forte dose de pragmatisme. Lorsqu'il est confronté à un rapport de forces défavorable, comme ce fut le cas dans l'UE, il sait faire des concessions, ou les feindre.

5. Entre 2010 et 2014, le Fidesz a perdu 600 000 électeurs, ce qui ne modifie en rien le rapport de forces favorable à Orban.

La tentation autoritaire du PiS de Jaroslaw Kaczynski

La prise de pouvoir par le parti Fidesz en 2010 a probablement inspiré l'action de Jaroslaw Kaczynski, qui a déjà été au pouvoir entre 2005 et 2007 comme Premier ministre, alors que son frère Lech Kaczynski (décédé dans un accident d'avion à Smolensk le 10 avril 2010) était président de la République. Tout comme Viktor Orban, il a tiré les conclusions de l'échec de cette première expérience. Pendant la campagne électorale, ses candidats ont limité leurs propos à des promesses sociales, comme l'abaissement de l'âge de la retraite, une allocation de 500 zlotys pour chaque enfant/mois, la gratuité des médicaments pour les seniors. Les sources de financement devaient provenir entre autres des taxes sur les grandes surfaces commerciales, majoritairement au capital étranger. Le projet de transformation structurelle du système politique a été habilement dissimulé sous une puissante critique de l'égoïsme social des élites au pouvoir depuis huit ans. Ces promesses ont attiré autour de l'électorat stable du PiS tous ceux qui critiquaient l'inaction et le manque de solidarité sociale du gouvernement PO⁶. Mais la victoire, qui permet au parti de gouverner sans les encombrants partenaires qui lui ont fait perdre les élections huit ans plus tôt, ne lui donne pas la majorité constitutionnelle. La volonté de changement radical est donc mise à rude épreuve. Ce qui explique sans doute la précipitation à faire voter lors de sessions nocturnes de la Diète – qui accentue, peut-être délibérément, la dramaturgie du procédé de « révolution en chambre » –, ignorant les protestations de l'opposition, des lois qui, appliquées, mettraient à la merci du pouvoir l'institution garante de leur constitutionnalité. Il est probable que Jaroslaw Kaczynski n'avait pas prévu la résistance des juges du Tribunal constitutionnel, de son président, des différentes instances judiciaires du pays, corporatistes ou officielles, d'une partie de la société qui s'organise aussitôt en un important mouvement social *nomen omen*, le KOD, Comité de Défense de la Démocratie⁷. Enfin, il avait sous-estimé, ou pire ignoré, la puissance de feu des instances internationales auxquelles appartient la Pologne.

Ses premières décisions ont été soumises à une vive critique de la Commission européenne, du Parlement européen, enfin de la Commission

6. Les études post-électorales montrent une diversité de facteurs : par exemple la conviction que la catastrophe de Smolensk de 2010 qui a frappé la famille de Kaczynski aurait été organisée par Donald Tusk, de concert avec Vladimir Poutine, ou que la modernisation de l'appareil juridique, engagée par le PO pour tenir compte des nouvelles tendances sociétales, allait précipiter la Pologne dans la sécularisation et le rejet des traditions, au profit du mythique et menaçant corrupteur étranger.

7. La référence à un autre Comité, le Comité de Défense des Ouvriers (KOR), actif de 1976 à 1980, pour défendre les ouvriers face à la répression communiste, a été soulignée à plusieurs reprises par ses fondateurs.

de Venise du Conseil de l'Europe. Les recommandations de cette dernière identifient clairement les entorses au fonctionnement démocratique des institutions de l'état de droit, et demandent leur respect. L'effet a été désastreux pour l'image des nouveaux gouvernants et pour les notations des agences d'évaluation. À peine sensible à ces réactions, le chef du PiS, qui gouverne à travers le Premier ministre Beata Szydlo, avec la loyauté inébranlable du président Andrzej Duda, décide de passer en force car il a un projet global : démanteler tout ce qui s'apparente à la III^e République (1989-2015), en y substituant la sienne, dite «IV^e République». D'où une rafale de mesures votées de manière expéditive dans les deux chambres législatives. D'abord la concentration du pouvoir judiciaire aux mains de l'exécutif, et notamment du ministre de la Justice Zbigniew Ziobro. Pour ce faire, la majorité à la Diète décide de la fusion des fonctions de Procureur général et de ministre de la Justice. Ce qui permet au ministre de nommer à des postes sensibles des procureurs proches du PiS⁸. Quasi immédiatement, est aboli le statut du Service civil, lequel faisait pourtant partie du paquet des réformes liées à l'europanisation institutionnelle de la Pologne. Désormais, les concours administratifs sont abolis et l'accès aux postes de direction est à la discrétion du pouvoir exécutif. Tout comme en Hongrie, où Viktor Orbán a assigné aux médias un rôle crucial dans la conquête et l'alignement sur ses positions de l'opinion publique, en Pologne la nouvelle loi sur les médias permet de remplacer les différentes directions de Radio et Télévision, ainsi que journalistes des médias publics, par les journalistes fidèles à la ligne politique du PiS. Plusieurs dizaines de journalistes sont limogés sous prétexte que le pouvoir précédent avait fait la même chose. Reste à résoudre le problème de la prise de contrôle ou, au moins, de la limitation de l'influence, des médias privés, très présents. De nouvelles lois sont en préparation pour limiter la part du capital étranger dans ces médias. À celles-ci vient s'ajouter une loi sur la surveillance électronique dont le caractère liberticide est dénoncé par l'opposition, mais aussi de nombreux usagers.

Les médias ont un rôle crucial dans la conquête de l'opinion publique

Le ciment de la IV^e République doit être le statut de la Pologne dans le monde, ce qui se traduit par de nouvelles orientations d'une politique étrangère plus appuyée sur le paradigme réaliste de politique internationale. Les États joueraient chacun pour soi, suivant les lignes de puissance, dans un monde anarchique où l'on doit distinguer entre les pays ennemis et amis. Dans ce contexte, le seul pays ami serait les États-Unis. L'Union

8. Plus de 100 procureurs ont donné leur démission, d'autres ont été mutés à des postes de moindre importance.

européenne doit se limiter à proposer une sorte d'écrin instrumental à des États guidés par leurs intérêts nationaux. Par-dessus ces ensembles, quelques coopérations doivent être accentuées en raison du rééquilibrage des puissances régionales. La Pologne serait ainsi un aiguillon de l'alliance du V4 avec les pays Baltes et les pays postcommunistes de l'Europe du Sud, autour du slogan d'un nouvel espace géopolitique dit de «Miedzymorze», de la Baltique à la mer Noire et à l'Adriatique. La conséquence prévisible devrait être de minorer les effets du néo-impérialisme russe, pour ne pas incommoder des alliés différemment orientés mais d'accord pour le renforcement militaire du flanc oriental de l'Europe par l'OTAN. On ne peut exclure que le soutien, jusqu'ici infaillible, à l'Ukraine, pourrait souffrir de ce que cette dernière s'avère incapable de remplir les critères de convergence. Deux pays auraient les faveurs de cette politique, du fait de leur opposition aux transferts de souveraineté au profit de Bruxelles : la Grande-Bretagne et la Hongrie.

Poids de la «politique historique»

Jaroslaw Kaczynski a des raisons personnelles de vouloir construire autour de sa conception du régime une validation légitime par l'histoire. C'est sans doute à lui et à son frère que la Pologne doit l'intensification de la politique publique sur le récit historique. C'est sous son mandat de maire de Varsovie que Lech Kaczynski a inauguré le Musée de l'Insurrection de Varsovie, qui avait pour objectif de restituer à la culture politique polonaise cet épisode fondateur du patriotisme des années de guerre, en combattant la narration historique déterminée par la vision communiste. Ce fut là le début de l'offensive contre le «récit historique de la honte», censé dévaluer les mérites des Polonais. Une telle dévalorisation, nourrie par exemple des travaux attribuant à certains Polonais un rôle d'auxiliaires de la Shoah, est vue comme une manipulation par les ennemis de la Pologne, visant à la rendre vulnérable.

Mais on va plus loin : il s'agit aussi de détruire le mythe de la renaissance de la Pologne indépendante d'après 1989 ; période importante, où les frères Kaczynski étaient certes présents mais sans occuper de positions centrales. Est-ce une frustration, comparable peut-être à celle de Viktor Orban du temps où son mouvement Fidesz n'était vu que comme une sorte de *kindergarten* de son aîné politique, le SzdSz (Alliance des Démocrates Libres) de Janos Kis, et d'autres fondateurs de l'opposition démocratique, dans les années 1970 ?

L'hypothèse exigerait une vérification empirique, mais il est incontestable que les artisans de la sortie pacifique du communisme en Pologne,

grâce à une entente entre les élites, avec les premiers violons joués par les modérés du syndicat Solidarnosc et les réformateurs du Parti communiste sous le parapluie d'une armée aux ordres du général Jaruzelski, ont été mis au centre du Panthéon héroïque de la III^e République de Pologne. La mutation de la « III^e République » en « IV^e République » exige le renversement de ce socle de légitimité, la substitution d'une narration historique à une autre. D'où la volonté de s'accaparer les archives de la police politique communiste et leur gestion institutionnelle, avec pour instrument l'Institut de la mémoire nationale, seul à même d'instruire des dossiers à charge pour compromettre les véritables artisans de 1989. D'où, également, au moyen de ces archives vraies ou falsifiées, les actions successives de dénigrement contre Lech Walesa, jusqu'ici héros personnifiant la victoire sur le communisme. Enfin, on voit se constituer auprès du président de la République et de son Conseil des programmes, un comité d'historiens, dirigé par le professeur Andrzej Nowak, connu pour son hostilité aux élites libérales d'après 1989, avec pour tâche ce renversement des narrations historiques et la propagation de la « vérité historique » à travers les manuels scolaires et les productions artistiques. Ce sont surtout les œuvres centrées sur l'histoire héroïque du peuple polonais qui auront désormais la faveur des instances en charge de financer la création artistique.

Quelle est la profondeur des changements de régimes politiques en Europe centrale ? Si le processus est très avancé en Hongrie, il est en cours en Pologne. La manière autoritaire avec laquelle les mesures sont légalisées a de quoi inquiéter. Quant au fond, on voit bien que les mécanismes de fonctionnement démocratiques sont dépouillés des instruments de contrôle, ce qui ouvre la voie aux décisions arbitraires et au monopole du pouvoir. Le rôle de l'opposition parlementaire est réduit à une critique sans impact sur l'élaboration des nouvelles lois. Les contre-propositions sont stoppées par le comportement autoritaire du Maréchal de la Diète, entièrement concentré sur le passage en force et sans trop de discussions des lois préparées par le chef du PiS et son entourage. *In fine*, et malgré une forte mobilisation des représentants de l'opposition parlementaire, ces derniers apparaissent impuissants, réduits au rôle de figurants. Ce qui pousse l'opposition et la contestation vers des formes extraparlémentaires. À l'argument sur les dommages subis par les éléments du système démocratique, formulé par exemple par les observateurs étrangers, on répond que jusqu'à nouvel ordre la démocratie se porte très bien puisqu'aucun mouvement protestataire de rue n'est réprimé, et cela malgré la tonalité souvent injurieuse des slogans opposés aux pouvoirs élus. En réalité, ce

qui est à craindre précisément, c'est le déploiement d'une spirale émotionnelle qui ne trouverait d'autre soupape de sécurité que l'affrontement direct, le pouvoir y trouvant lui des raisons pour user de violence, rayant ainsi d'un seul trait la belle tradition du compromis pacifique construit à la sortie du communisme.

Le nouveau système s'appuie sur le pouvoir direct ou d'influence d'un seul homme, Orban en Hongrie, Kaczynski en Pologne. Il est indéniable que ce dernier a conquis une aura charismatique, du fait que ses recettes politiques ont permis une victoire électorale inespérée au regard des pronostics. L'admiration pour la « ruse » stratégique de cet homme politique est à l'origine d'une solide et monolithique communauté émotionnelle. Ses supporters croient en la force surnaturelle de son intelligence. Cette communauté est davantage encore cimentée par la souffrance du deuil partagé : celui du décès de Lech, frère jumeau de Jaroslaw Kaczynski, alors président de la Pologne, dans une catastrophe inconcevable, censée résulter d'un complot monté par la Russie, ennemi séculaire. Les circonstances de ce déplacement, organisé pour assister, à Katyn, à la commémoration du massacre des officiers polonais par le NKVD, sont si chargées symboliquement que la catastrophe a ressoudé une solidarité quasi mystique autour de Jaroslaw Kaczynski.

Une question essentielle doit être posée ici : celle de la durée de ces expériences autoritaires au cœur de l'Europe. Certes, diverses manipulations – comme l'ajustement des ordonnances électorales – offrent à leurs protagonistes l'espoir d'une prolongation. Mais cela pourrait ne pas suffire en raison de la mobilisation de la société civile et des élites culturelles et politiques, surtout en Pologne. C'est le pari de l'efficacité de la politique sociale de ces gouvernants qui pourrait réussir à leur donner au moins deux mandats, nécessaires comme l'a déclaré au *Financial Times* Jaroslaw Kaczynski, pour réaliser son projet global⁹. Mais il y a peut-être une autre raison, plus structurelle, qui joue à l'avantage de ce genre d'expérience : l'épuisement idéologique des acteurs politiques traditionnels, mettant en avant la valeur absolutisée de la démocratie, face à une jeunesse tentée par des idéologies d'apparence nouvelle, qui installent en leur centre la violence, et pour ce qui est de certains pays de l'Europe centrale, la xénophobie.

Certains sociologues habitués à travailler sur les séries statistiques continues et dans une perspective de longue durée historique nous adressent un message pessimiste : « [Les enquêtes montrent] quelque chose d'inhabituel,

9. H. Foy, « Jaroslaw Kaczynski: Poland's Kingmaker », *Financial Times*, 26 février 2016.

tandis que les jeunes ont toujours été (dans nos populations) les plus ouverts et tolérants, la jeunesse d'aujourd'hui est de plus en plus droite et pas seulement en Pologne. C'est une constatation visible dans toute l'Europe de l'Ouest, se manifestant entre autres, dans une attitude très négative vis-à-vis de l'UE.¹⁰ » L'affaiblissement de l'UE, suite à la mise en cause des mécanismes supranationaux par les pays d'Europe centrale, pourrait conduire au déchirement des liens si patiemment tissés entre les institutions européennes, au profit des égoïsmes nationaux. On peut même redouter, à terme, l'éclatement du système. Le bouclier protecteur d'une puissance régionale dans un monde où se répand l'anarchie interétatique ne servirait alors plus à rien.



Mots clés

Hongrie
Pologne
Autoritarisme
Populisme

10. H. Domanski, « Czeka nas lat dominacji prawicy », [« Nous aurons trente années de domination par la droite »], *Rzeczpospolita*, 8 avril 2016, p. A2, disponible sur : <<http://polska.newsweek.pl>>.